

ÉLECTIONS AU CONSEIL EXÉCUTIF Candidat du PEV, Marc Jost était hier l'hôte de la soirée électorale du PEV et du PVL du Jura bernois. Malade, Barbara Mühlheim, candidate du PVL, a dû renoncer

Une véritable alternative au centre

PHILIPPE OUDOT

Contrairement à Marc Jost, candidat du PEV au Conseil exécutif, sa collègue Barbara Mühlheim (PVL), clouée au lit par la grippe, n'a pas pu prendre part à la soirée électorale organisée par le PEV et le PVL du Jura bernois et qui s'est déroulée hier soir au Forum de l'Arc, à Moutier. Une soirée animée par Stéphane Devaux, rédacteur en chef du Journal du Jura et suivie par une petite trentaine de personnes. C'est Tamara Michel, vice-présidente du PVL JB et candidate au Grand Conseil, qui l'a remplacée au pied levé pour expliquer les objectifs du parti.

Marc Jost a défendu sa candidature et celle de Barbara Mühlheim en tant qu'alternative du centre. Dans le canton, la situation est aujourd'hui trop souvent bloquée, avec un gouvernement de gauche et un parlement de droite. «*Nous voulons donc offrir une alternative, pour retrouver un équilibre et débloquer la situation.*» Il a aussi dit que sa candidature était celle de l'Oberland, région qui n'a actuellement aucun représentant au Conseil exécutif.

Nouvelles idées

Marc Jost a également souligné la nécessité d'amener de nouvelles idées. Par exemple, au lieu de payer une taxe lors de ventes de biens immobiliers, on pourrait introduire un impôt sur l'utilisation du sol. Et pourquoi ne pas remplacer l'imposition sur le travail par une taxe sur l'utilisation de l'énergie? «*Cela permettrait en tout cas de donner des impulsions dans le domaine de l'écologie.*»

Responsabilité individuelle

En l'absence de Barbara Mühlheim, Tamara Michel a donné quelques éléments concernant la position des Verts-libéraux, «*qui ne se situent ni à gauche ni à droite, mais qui, en fonction des différents thèmes, soutiennent tan-*

tôt la gauche, tantôt la droite.» Elle a aussi expliqué l'évolution politique de la candidate du PVL au Conseil exécutif. Elue députée au Grand Conseil sur la liste des Verts, Barbara Mühlheim a ensuite rejoint les Verts-libéraux parce qu'elle estimait ne pas disposer d'une marge de manœuvre suffisante chez les Verts.

Inciter, plutôt qu'interdire

Prenant l'exemple de la lutte contre l'énergie nucléaire, Tamara Michel a souligné que les Verts menaient une politique restrictive, voulant imposer une interdiction immédiate de cette énergie. Les Verts-libéraux, eux, veulent aussi abandonner au plus vite l'énergie nucléaire, mais par le biais d'incitations et en faisant appel à la responsabilité individuelle de chacun.

Stéphane Devaux a aussi interpellé Marc Jost, lui demandant comment il ferait pencher la balance s'il était élu au gouvernement. «*Pour moi, il n'y a aucun tabou, tout peut être envisagé, que ce soit les subventions pour réduire les primes des caisses-maladie ou la possibilité d'augmenter les recettes fiscales.*», a-t-il répondu.

Objectifs pour le Grand Conseil

Patrick Gsteiger et Béat Geiser, respectivement présidents du PEV et du PVL, ont présenté leurs arguments et les objectifs de leur formation pour les élections au Grand Conseil et au Conseil du Jura bernois. Pour Patrick Gsteiger, les candidats du PEV s'engagent avant tout pour servir la collectivité avec une vision chrétienne de leur engagement. Objectif du parti? Maintenir son siège au Grand Conseil et au CJB.

Béat Geiser a quant à lui indiqué que l'objectif de sa formation était plus modeste, lui qui, pour le moment, n'a aucun représentant. Mais il espère bien qu'avec cet apparentement avec le Parti évangélique et l'Union démocratique fédérale, le PVL puisse décrocher un siège. ●



En vue des élections au gouvernement, Marc Jost entend bien ne pas faire que de la figuration. LDD

Economie: le regard d'un spécialiste

PÉNIBLE DÉCENNIE Ancien secrétaire d'Etat à l'économie, Jean-Daniel Gerber a brossé un tableau de la situation de la Suisse par rapport à l'Europe sous l'angle économique. Inflation quasi nulle, taux de chômage bas, croissance économique assez forte, tissu économique diversifié, finances publiques saines. «*Vit-on dans le meilleur des mondes possible?*» En fait, après le non à l'EEE en 1992, la Suisse a vécu une période de stagnation de plus de 10 ans. Pour y mettre fin, il a fallu toute une série de sages décisions: frein à l'endettement, réduction de la dette publique, assainissement de l'assurance chômage, et bien sûr la conclusion des accords bilatéraux.

Il y a ensuite eu la crise de 2009 et la flambée du franc, qui ont à nouveau plombé l'économie. L'intervention de la BNS a certes stabilisé la situation, mais de manière artificielle. Que se passera-t-il lorsque la BNS arrêtera d'injecter des milliards pour soutenir le franc? S'il reste surévalué, les taux d'intérêt risquent fort de s'envoler.

Jean-Daniel Gerber a aussi évoqué le libéralisme dont se targue la Suisse. Citant une étude commandée par le Conseil fédéral, il a indiqué que le coût des multiples réglementations se monte à 10 milliards de francs par an. La faute en revient autant à la gauche qu'à la droite, notamment par le biais des initiatives que lancent les partis à tour de bras. Pas moins de 35 sont actuel-

lement pendantes, et la plupart sont autant de freins au libéralisme, puisqu'elles imposent de nouvelles réglementations.

«*Faut-il dès lors limiter ce droit, sachant qu'au début du 20^e siècle, 7,8% de la population devait signer le texte pour faire aboutir une initiative, contre moins de 2% aujourd'hui?*», a-t-il demandé. Certainement pas, mais on pourrait d'abord renoncer à faire voter celles qui vont à l'encontre du droit international – celles sur les minarets ou sur le renvoi inconditionnel des criminels étrangers. Et au lieu d'augmenter le nombre de signatures, on pourrait réduire de moitié le temps de récolte.

Enfin, l'orateur a constaté qu'après le vote sur l'initiative contre l'immigration de masse, la Suisse devait continuer sur la voie des réformes si elle voulait rester compétitive, car il ne faut attendre aucun cadeau de l'Europe. Normal, d'ailleurs car la Suisse ne saurait bénéficier des avantages du marché européen sans en accepter les règles. Et la libre circulation est une de ses quatre libertés fondamentales. Pour sortir de ce blocage, la Suisse n'aura sans doute pas d'autre choix que de revoter sur le sujet. «*Mais ce jour-là, il faudra poser la question de manière plus claire. Si, au lieu de demander si la population voulait limiter l'immigration, on avait demandé voulez-vous renoncer aux accords bilatéraux, le résultat n'aurait sans doute pas été le même.*...», a-t-il conclu. ● PHO

JDJ 6.3.2014